

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18281 - 71ÈME ANNÉE

Régionales : Terla soutient l'Union des Forces de progrès et appelle au rassemblement

«Le choix du sérieux et de la responsabilité» avec la liste d'union conduite par Patrick Lebreton



Catherine Gaud et Maya Césari.

Terla a tenu hier une conférence de presse pour annoncer son positionnement aux élections régionales sur la base de trois points essentiels : écarter la politique de Didier Robert de la Région, mettre l'éthique et la mobilisation citoyenne au cœur de la politique à La Réunion, et un programme pour remettre le Conseil régional sur les rails du développement durable. Représenté par Catherine Gaud et Maya Césari, Terla a affirmé son soutien à la liste d'Union des Forces de Progrès conduite par Patrick Lebreton. Le groupe citoyen s'impliquera activement dans la campagne des régionales, et plusieurs membres de Terla seront candidats, dont Catherine Gaud.

Maya Césari a tout d'abord fait un rappel historique. Entre 2004 et 2010, La Réunion sur les rails du développement durable. Mais depuis 2010, cet élan a été cassé.

Depuis 2010, Terla est une des forces d'opposition au Conseil régional. « Nous avons rempli notre mandat. Ce n'était pas facile de travailler avec un tel président de Région, très peu tolérant à la critique, souvent méprisant avec des paroles agressives », indique l'élue de l'Alliance, « on a tenté d'alerter les membres du gouvernement. Nous avons été reçus par ministres ou conseillers. On a continué à dénoncer la politique menée à la Région ».

« Nous remercions Paul Vergès qui nous a initié à la politique du Conseil régional », poursuit-elle avant de revenir sur les origines de leur engagement politique. Très tôt conscientes des défis de la société, Maya Césari et Catherine Gaud se sont impliquées dans des associations, pour les droits des femmes, l'éducation populaire. « On avait jusqu'à 2004 l'impression que le monde des partis était assez peu recommandable. Paul Vergès nous a convaincus que l'on pouvait être à l'origine de décisions politiques et ne pas se compromettre », ajoute Maya Césari, « il nous a laissé être nous-mêmes. La politique étant une action supplémentaire et non pas un métier ». « Paul Vergès est bien le visionnaire de ce pays, il ne cessera pas de s'investir », dit-elle.

3 points essentiels pour Terla

Pour Terla, ce combat est plus que nécessaire, on connaît les indicateurs critiques : chômage, jeunesse éloignée de l'emploi, secteur culturel démuné. Les prochaines régionales auront donc un enjeu considérable.

« Plus que jamais mobilisés dans cette campagne et nous considérons que membre d'un groupe de citoyens qui s'appelle Terla, pour participer aux régionales, trois points essentiels », affirme Maya Césari :

Tout d'abord, « faire en sorte que Didier Robert et sa politique ne puisse plus se poursuivre car nous la considérons populiste et partisane ». Ensuite, « mettre l'éthique et la mobilisation citoyenne au cœur de la politique à La Réunion. Chaque Réunionnais doit pouvoir participer à la décision ».

Enfin, « le projet du Conseil régional de La Réunion permette de remettre La Réunion sur le chemin du développement durable ».

Stop à une politique « nuisible, clientéliste et rabaissante »

Catherine Gaud et Maya Césari ont ensuite fait le bilan de la mandature de Didier Robert à la tête de la Région Réunion. Elles ont expliqué pourquoi l'urgence est d'écarter la politique de Didier Robert « nuisible, clientéliste et rabaissante » qui a pour principe de ne pas respecter les Réunionnais en essayant d'acheter les consciences. Ce mandat a été celui du gaspillage, de la culture et le tourisme notamment ont lourdement souffert. Quant au chantier de la NRL, il a été engagé avec une légèreté incroyable. La part des énergies renouvelables a diminué dans le mix énergétique.

« Au regard de ce bilan accablant, il nous apparaît essentiel de faire appel à tous ceux qui s'opposent à l'actuelle politique de Didier Robert. Que ces différentes listes puissent s'engager à s'unir, à mettre de côté leurs différends, leurs rancœurs passées pour un objectif d'intérêt général », souligne Catherine Gaud, « en tant que Terla, nous souhaitons appeler au rassemblement des forces progressistes, que l'essentiel c'est le programme, que les programmes soient débattus, que l'intérêt supérieur des Réunionnais gagne ».

Pour l'éthique en politique

Les deux élues ont ensuite dévelop-

pé l'éthique en politique soutenue par Terla. Le groupe citoyen souhaite transformer la légitime indignation en engagement politique. C'est la promotion de la transparence, pour que les Réunionnais puissent être informés objectivement afin de pouvoir prendre leurs décisions en toute connaissance de cause. Par exemple, cela veut dire pour les élus n'avoir qu'un seul mandat, et « rendre au peuple régulièrement de son action en faisant fonctionner la démocratie participative ».

Consulter les citoyens régulièrement est nécessaire, insiste Catherine Gaud. Terla est pour la promotion de la démocratie directe, et considère qu'« un élu doit rester modeste, ne pas se montrer sectaire car cela ne peut qu'enrichir les décisions prises ».

Le choix de Terla

« Sur ces bases, nous sommes prêtes à mettre nos compétences au service des Réunionnais », disent-elles. Maya Césari et Catherine Gaud ne veulent pas être élues à tout prix. Elles prennent donc la décision « sur la base d'un programme respectueux de chaque citoyen ». « C'est une équipe qui doit être au pouvoir à la Région et pas une personne starisée pendant la campagne des régionales », précise Catherine Gaud. « Tout en gardant notre indépendance d'action et de pensée, en cohérence avec nos actions et après avoir rencontré les principales listes, nous faisons le choix de participer à la liste d'union et de rassemblement conduite par Patrick Lebreton », poursuit-elle, « c'est le choix du sérieux et de la responsabilité que nous faisons ».

Catherine Gaud sera présente sur la liste avec un autre membre de Terla et « Terla soutiendra la liste activement ». La conférence se conclut sur un rappel de l'importance de l'union des forces progressistes pour proposer aux citoyens quelque chose de différent.

M.M.

Édito

Le train : une nécessité pour faire reculer la pauvreté

En pleine campagne des élections régionales, une information vient interpeller tous les candidats. C'est la publication du rapport statistique 2015 du Secours catholique. Hier, la plupart des médias ont souligné quelques points du rapport. C'est notamment la faiblesse des revenus, avec un revenu médian qui dépasse à peine 500 euros, soit la moitié du seuil de pauvreté. Ils ont également mis en avant un autre point du rapport : le manque de transports collectifs accentue la pauvreté.

En effet, la faiblesse des revenus est lourde de conséquences. Soit une famille doit sacrifier énormément pour avoir une voiture, ou alors elle est prisonnière de transports collectifs insuffisants en nombre, et/ou aux horaires inadaptés. Ce déficit dans les transports rend la sortie de la pauvreté plus difficile, car la recherche d'emploi se complique, tout comme l'accès à cet emploi.

Le rapport du Secours Catholique montre combien chômage et pauvreté sont liés à La Réunion. Il note que parmi les personnes rencontrées l'an dernier, à peine 5 % avaient un travail durable. Mais dans notre île, ces pauvres sont soumis à une double peine, avec un lourd déficit de transports en commun.

Jusqu'en 2010, la Région Réunion portait un projet qui remettait en cause cette injustice : c'était la reconstruction du réseau ferré avec le tram-train. C'est un mode de transport moderne, écologique et pas cher pour l'utilisateur. Il devait

constituer l'armature d'un réseau de transports collectifs utilisant plusieurs modes pour amener les usagers au plus proche de leur logement. Ainsi serait reconstitué le lien qui permet au chômeur de sortir de l'exclusion où l'enferme le système.

Dès son arrivée à la Région, une des premières décisions de Didier Robert a été de stopper le chantier du tram-train, et de basculer tous les crédits prévus pour sa réalisation dans la construction d'une bien hypothétique route en mer. Ce choix montre une mentalité : le mépris des pauvres, ceux qui ne peuvent pas se payer une voiture et qui pour se déplacer dépendent de bus en nombre insuffisant.

Dans cette campagne, le président de Région sortant a mis au cœur de son programme la poursuite de cette politique. Bello-Annette font aussi de la nouvelle route du littoral une priorité. Le numéro deux de cette liste a même lancé une étude prévoyant un péage sur le raccordement entre cette NRL et la ville de Saint-Denis, c'est dire le soutien sans équivoque au projet de Didier Robert. Face à ses candidats du système, l'urgence est à l'alternative. C'est ce que porte l'Union des Forces de progrès conduite par Patrick Lebreton qui prévoit la reconstruction du chemin de fer de La Réunion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Bilan désastreux d'un mandat qui coûtera cher aux Réunionnais

Terla appelle à l'union pour écartier la politique de Didier Robert

Catherine Gaud et Maya Césari ont expliqué pourquoi l'urgence est d'écartier la politique de Didier Robert « nuisible, clientéliste et rabaissante » qui a pour principe de ne pas respecter les Réunionnais en essayant d'acheter les consciences.

« Tout d'abord, sur cette mandature, une somme considérable est concentrée sur 12,5 kilomètres de route. On oublie totalement les entrées de Saint-Denis et les autres régions de La Réunion. Nous sommes OK pour une route du littoral, mais pas de cette surdimension ». Ce choix de Didier Robert correspond à une « ignorance affichée du président de Région pour le tiers des Réunionnais qui n'ont pas de voiture, les plus pauvres ».

Baisse des énergies renouvelables

Aujourd'hui, toutes les listes proposent un transport ferré, y compris celle du président sortant. « C'était notre proposition. On a donc perdu du temps ». Catherine Gaud rappelle qu'avec « la renégociation des accords de Matignon, les Réunionnais vont payer à 100 % les surcoûts » du chantier de la NRL. Sur ce dernier point, il est reproché à Didier Robert d'avoir « engagé les travaux avec une légèreté incroyable », notamment sans prévoir les matériaux nécessaires... « tout ça pour un chantier qui n'embauche que très peu de Réunionnais ».

L'élue de l'opposition revient sur la promesse des 2000 bus qui au final sont moins de 200 et qui contribuent à augmenter les embouteillages.

Le mandat de Didier Robert marque aussi la fin de l'ambition d'autonomie énergétique 2025, l'abandon de GERRI, de la géothermie, de la centrale énergie thermique des mers, de la centrale photovoltaïque de la route des Tamarins. « Le pourcentage des énergies renouvelables dans le mix énergétique a diminué ».

Désastre culturel

Maya Césari revient sur le plan ordinateur portable, 9 millions d'euros par an, soit au bout de cinq ans suffisamment d'argent pour construire un lycée. Cette « égalité des chances » à la mode du président de la Région Réunion n'en est pas une. « Nous considérons que l'égalité des chances est de diminuer le fossé entre ceux qui sont suffisamment aisés pour payer un ordinateur à leurs enfants, et ceux qui ont besoin d'être accompagnés. L'égalité des chances, c'est garder la propriété publique ».

Au lieu de cela, « c'est ce principe de distribution de

chèques qui est mise en avant » par Didier Robert.

« La politique culturelle a été mise à mal. Des troupes historiques de La Réunion mises au tapis, Talipot, Acte Trois et Volland en grandes difficultés », explique la conseillère régionale. Tout cela pour un « saupoudrage de subventions sans critère objectif. Chaque mardi passent des dossiers d'associations culturelles nées il y a quelques mois à qui ont donné quelques milliers d'euros ».

En tant que sénateur, Didier Robert a voté récemment la question préalable qui a bloqué le dossier qui permettait de consolider la défense de la langue créole. Il s'est donc opposé à la ratification de la Charte européenne des langues régionales ce qui « va à l'encontre de l'identité, de la mémoire et de la culture réunionnaise ».

Politique contre l'avenir

Le co-développement est totalement réduit à des partenariats purement économiques, poursuit Maya Césari. « Cette politique est confiée presque exclusivement à une association présidée par le frère d'une vice-présidente : de 150 000 à 600 000 euros de subvention annuelle. Le président de cette association a bénéficié d'une subvention de 30 000 euros pour faire un audit dans son entreprise », déplore l'élue. « On a vu apparaître une très grande fréquentation des Seychelles, alors que Madagascar 25 millions d'habitants, avec un lien historique important avec La Réunion est à peine prise en considération », indique Maya Césari. Or le développement de La Réunion ne pourra se faire sans avoir à l'idée qu'à quelques centaines de kilomètres de notre île « Madagascar comptera 55 millions en 2050 ».

Didier Robert le gaspilleur

« On a pu voir la multiplication des embauches politiques avec des élus de municipalités de droite employés au cabinet ou ailleurs à la Région », poursuit-elle. Les dépenses de personnels sont passées de 60 à 120 millions, avec le recrutements de centaines de contractuels. Didier Robert, c'est le doublement des frais de bouche et des frais de mission, sans que les bénéficiaires des missions ne soient tenus de faire un compte-rendu aux autres élus en Commission permanente.

Autre gaspillage : « le passage de plusieurs associations en SPL, qui permettent aux présidents de ces sociétés d'être rémunérés, or tous les présidents de SPL sont des élus de la Région, et la rémunération ne subit pas l'écrêtement ». Le plus gros exemple est celui de Maraina. Cette SPL était très fortement déficitaire pendant 3 ans, ce qui n'a pas empêché Didier Robert de s'octroyer un salaire de 8000 euros par mois quand il était président de cette structure. Les dépenses pour l'IRT (Ile de La Réunion tourisme) ont été augmentées : 35000 euros de loyer par mois. Maya Césari note l'achat de la propriété de Montgaillard au-dessus du prix des Domaines, « ça profite à qui ? », ainsi que la location a un prix élevé de la Maison des grands chantiers au Barachois, toujours vide de public, mais qui rapporte un bon prix à son propriétaire.

L'échec du tourisme

Catherine Gaud revient sur l'année de la jeunesse : aucun lycée construit dans cette mandature ce qui prouve que l'éducation n'est pas si importante que ça. Elle note une politique de formation professionnelle inadaptée : 300 millions qui partent pour que les jeunes ne trouvent pas d'emploi. De plus, « le sénateur Didier Robert a proposé de prendre 10 millions d'euros du budget du RSMA pour le mettre sur la continuité territoriale pour distribuer ».

Ce mandat a été celui de l'échec du tourisme, alors que Didier Robert en avait fait une affaire personnelle en décidant de gérer lui-même cette délégation. Où sont les 600 000 touristes promis ? Tout cela malgré les multiples missions du président de Région et de son large entourage : plus de 300 000 euros de dépenses pour voyage en Australie, 10 missions aux Seychelles.

Quand Didier Robert a laissé son siège de député à Jacqueline Farreyrol, « il s'est fait nommer parlementaire en mission pour faire un rapport sur le tourisme et l'artisanat », mais où est ce rapport ?

Pour l'union des listes progressistes

Enfin, le président de la Région Réunion a renoncé à demander à l'État UMP de considérer les Réunionnais comme des citoyens à part entière. Il a choisi de prendre dans l'argent des Réunionnais pour financer des dépenses relevant de l'État. C'est l'exemple de la continuité territoriale : « il a renoué avec des vieilles manières, en faisant perdre 25 millions d'euros chaque année au budget de la Région ».

« Au regard de ce bilan accablant, il nous apparaît essentiel de faire appel à tous ceux qui s'opposent à l'actuelle politique de Didier Robert. Que ces différentes listes puissent s'engager à s'unir, à mettre de côté leurs différends, leurs rancœurs passées pour un objectif d'intérêt général », souligne Catherine Gaud, « en tant que Terla, nous souhaitons appeler au rassemblement des forces progressistes, que l'essentiel c'est le programme, que les programmes soient débattus, que l'intérêt supérieur des Réunionnais gagne ».

Pour le respect d'une éthique en politique

« Redonner espoir aux citoyens tentés par l'abstention »

Terla prône une vision nouvelle de la politique, où les citoyens peuvent devenir les propres décideurs de leur avenir. C'est cette éthique que le groupe souhaite promouvoir, afin de faire reculer l'abstention.

Catherine Gaud présente les objectifs de Terla : pour une société plus égalitaire, plus fraternelle dans le respect de l'autre. La priorité, c'est s'occuper des besoins collectifs. « Ce n'est pas le moi d'abord, le clientélisme. Le bien-vivre collectif entraîne le bien-vivre individuel ». C'est donc « l'inverse de promettre un emploi, un voyage ou l'achat de voix ». Terla est « pour une politique de conscientisation, de responsabilisation », pour « passer d'un modèle de compétition à un modèle de coopération, qui privilégie la diversité et la complémentarité ». Un but est de « remettre l'épanouissement au centre, face à l'hyperconsommation ». Autre objectif : « encourager à passer de la résignation à l'action responsable. Les citoyens peuvent devenir les propres décideurs de leur avenir. Leur indignation tout à fait compréhensible doit se transformer en acte ».

Changement des mentalités

Catherine Gaud constate que beaucoup d'élus savent solliciter au moment du vote, « beaucoup se fabriquent une image pour paraître et pour plaire ». Or, chaque personne possède un savoir unique, personne ne doit se sentir inférieur à l'autre. Il est donc important de donner à tous les citoyens de La Réunion des informations claires et non partisans pour que chacun ait la liberté, afin que chacun puisse se faire sa propre opinion en toute connaissance de cause.

L'éthique en politique est de se mettre au service de cette cause, dit-elle en substance. Par exemple, cela veut dire pour les élus n'avoir qu'un seul mandat, et « rendre au peuple régulièrement de son action en faisant fonctionner la démocratie participative ».

Consulter les citoyens régulièrement est nécessaire, insiste Catherine Gaud. Terla est pour la promotion de la démocratie directe, et considère qu'« un élu doit rester modeste, ne pas se montrer sectaire car cela ne peut qu'enrichir les décisions prises ».

Extrait du rapport 2015 du Secours Catholique-Caritas

Près de 70 % des pauvres rencontrés officiellement invisibles

Le Secours Catholique a publié hier son rapport statistique annuel. C'est une photographie de la pauvreté. Une partie de ce rapport est consacrée à l'outre-mer. Voici le contenu du chapitre décrivant la situation à La Réunion. Il montre que près de 70 % des personnes rencontrées par le Secours Catholique n'ont pas d'emploi, mais ne sont pas comptabilisées comme au chômage : « ce sont des personnes qui souhaiteraient travailler, mais n'ont quasiment pas d'espoir d'y parvenir dans cette île où l'emploi est rare. »



cela a des conséquences visibles sur les personnes rencontrées : 5,9 % seulement ont un emploi, les trois quarts de ces emplois étant des « formes particulières d'emploi » (CDD, temps partiel, travail intérimaire ou saisonnier, emplois aidés, travail indépendant ou informel) ; 25,8 % sont en recherche d'emploi, indemnisée (11,1 % des cas) ou non (14,7 %). Enfin et surtout, 68,3 % des personnes rencontrées sont inactives, la plupart du temps sans que la raison de l'inactivité soit identifiée : ce ne sont ni des étudiants, ni des personnes retraitées, ni des personnes en situation d'invalidité, ni des étrangers sans droit au travail, ni des personnes ayant choisi de rester au foyer.

On peut penser que beaucoup d'entre elles font partie du « halo » autour du chômage, c'est-à-dire que ce sont des personnes qui souhaiteraient travailler, mais n'ont quasiment pas d'espoir d'y parvenir dans cette île où l'emploi est rare. Les deux tiers des ménages rencontrés vivent ainsi uniquement de transferts sociaux, leur niveau de vie moyen est très comparable au niveau de vie moyen de l'ensemble des ménages rencontrés en 2014 par le Secours Catholique.

Revenus insuffisants

Plus de 9 ménages sur 10 vivent en logement stable, avec une proportion élevée de locataires du parc social. Les logements ou hébergements précaires sont rares dans cet échantillon de ménages. La fréquence des impayés est du même ordre qu'au niveau national et ces impayés portent surtout sur les loyers et les factures d'énergie. On note toutefois une fréquence des impayés d'eau plus élevée qu'au niveau national. »

« À La Réunion, seulement 46 % de la population en âge de travailler occupe un emploi. Avec 18 points de moins qu'en France métropolitaine (64 %), les Réunionnais ont le plus faible taux d'emploi des départements d'outre-mer, hors Mayotte. C'est le cas même pour les personnes âgées de 25 à 49 ans, parmi lesquelles seulement 56 % ont un emploi (contre 80 % en France métropolitaine). Dans cette classe d'âge, les Réunionnais sont plus souvent inactifs, notamment dans le halo constitué des personnes qui souhaitent travailler mais ne sont pas considérées comme au chômage et ne perçoivent pas d'indemnités de chômage. Parmi les personnes qui ont un emploi, 13 % sont en situation de sous-emploi (temps partiel subi), contre 6 % en France métropolitaine.

En 2014, les 322 bénévoles réunionnais ont rencontré 3 265 ménages en situation de pauvreté.

Les caractéristiques qui découlent

des 291 fiches statistiques analysées ne correspondent peut-être pas à celles de l'ensemble des ménages rencontrés, mais elles décrivent une population en difficulté à laquelle le Secours Catholique a apporté son aide.

Ces personnes sont presque exclusivement de nationalité française. Elles sont dans l'ensemble plus âgées que la moyenne nationale puisque plus de 1 sur 3 a plus de 50 ans. 35,1 % des ménages rencontrés sont des mères seules, 21,3 % sont des hommes seuls, et 22,3 % des femmes seules. Les couples, avec ou sans enfants, sont moins représentés que dans l'ensemble des accueils, et le nombre moyen d'enfants par famille est moins élevé que la moyenne nationale.

Quasiment aucun espoir de travailler

L'emploi est relativement rare à La Réunion, comme nous l'avons vu dans la présentation de la région, et

Billet philosophique

La lutte contre l'idéologie bourgeoise

Les chansons rebelles, progressistes et révolutionnaires qui combattent l'idéologie dominante sont presque toujours censurées par les médias dominants, financés par les capitalistes pour pérenniser leur système. C'est pourquoi, un vrai miracle s'est produit il y a quelques jours dans le journal télévisé de France 2, où a été rendu hommage au célèbre chanteur belge Jacques Brel (1929 – 1978) et où en quelques secondes on a pu entendre le refrain de sa chanson "Les Bourgeois" (1962).



Un groupe de militants communistes et socialistes sur le terrain à Saint-Paul pour «une Réunion nouvelle» sur la base du projet de l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité face aux carences et trahisons de la bourgeoisie.

Voici les paroles de ce refrain : «Les bourgeois c'est comm' les cochons / Plus ça devient vieux, plus ça devient bête, / Les bourgeois c'est comme les cochons / Plus ça devient vieux plus ça devient...»; «...con !», diront certaines personnes qui luttent contre l'idéologie bourgeoise. Bien sûr, ces paroles d'une chanson n'ont rien à voir avec une thèse philosophique; mais elles peuvent tout de même susciter des réflexions, comme par exemple sur le sens que pouvait vouloir donner Jacques Brel à son message en rédigeant ce texte.

On peut se dire, entre autres, qu'il n'est pas question de généraliser cette attaque contre les personnes qualifiées «les bourgeois». Ce qui serait visé, en fait, c'est l'idéologie de la classe sociale qui domine le sys-

tème économique dans le monde au détriment de la classe ouvrière et qui en profite au maximum au détriment des plus pauvres, en dominant aussi le "vieillessement" (donc la "connerie") du système social, culturel, éducatif, médiatique et politique de notre société.

Une idéologie «conne»

Comme on le sait, cette idéologie «conne», irrationnelle et barbare privilégie l'intérêt personnel, les ambitions égocentriques, les divisions du peuple et les inégalités contre l'intérêt général, le bien commun, l'altruisme, l'égalité et la solidarité. D'où l'importance du combat

permanent à mener contre cette conception absurde de l'existence humaine et contre les diverses gouvernances non démocratiques de la bourgeoisie.

C'est pourquoi, face aux bourgeois diviseurs des Réunionnais et collaborateurs des néo-colonialistes, les combattants de la liberté de notre peuple continuent leurs luttes ensemble. Une union militante exaltée avec force lors d'une conférence de presse tenue le 30 octobre dernier par Paul Vergès et Jean-Claude Fruiteau pour présenter leur «Appel à la création d'un Comité de parrainage de 20 ans pour la concertation entre Réunionnaises et Réunionnais pour l'avenir de La Réunion».

Roger Orlu

Ot é

Ayayay ! Kout amoin z'ot tout, goni vid i tienbo pa d'bout !

Dann sid Madégaskar demoun i arkomans soufèr la fain. Dann in réjyon, dopi sink moi la pluï la pankor tonbé. Demoun i pass lo tan pou rode in n'afèr pou manzé si tèlman ké dann in famiy in z'anfan lé mor avèk la fain san ké lo famiy i romark : in gran-matin lo kor z'ot z'anfan té fine fré... mor d'fain ! Nout solidarité la-dan ? Kan Paul Vergès lété prézidan la Réjyon té i mank pa majine nout bann kouzin malgash, kisoï kan siklone té i pass, kisoï kan l'avél'inondasyon, kisoï dann tan la séshrès épi téi vèrs in moné la réjyon pou diminyé z'ot soufrans. Dopï 2010 i pans pi banna konm té i pans avan. Lo tan l'égoïsité la rotourn an fors.

Si ni parl la séshrès, koméla, in pti pé partou dsi la tèr lo moun la fine trouv lo moiÿin pou vanj kont sa. Nana i bonpé téknik pou sa mé in bonpé sak la bien bézoin i koné pa so bann téknik-la. Nana bann z'ONG i difiz la bone nouvèl mé z'ot na poin lo moiÿin k'i fo é bann péi i gaspiÿ l'arzan pou fé la gèr plito ké pou vanj kont la famine. Nana bann program in pé partou pou sa, mé bann l'androi lé si tèlman anklavé ké lo program i ariv kan lo moun la fine mor. I ariv galman ké la gèr i ramène ziska zéro lo z 'éfor bann plantèr.

Arzout èk sa lo gaspiÿaz ! Moin la vi dan télé in famiy fransè i gaspiÿ ziska vin kilo manzé dann in ané. Lé sir i gingn pa trap lo manzé gaspiÿé pou amenn dann bann péi i soufèr la famine. Biensir ! Mé kan ou i pans dsi la tèr demoun l'aprè mor afors ète san manzé, sé in rash-kèr kant-mèm... Moin na touzour dann mon zorèÿ in shanté La Rényon dann tan la guèr té k'i di konmsa : « Ayayay ! kout amoin zot tout, goni vid i tienbo pa d'bout ! » é mi pans tan-la la pankor fini.

Justin

« A fors-tan alé a lo, kalbas i pète » – In kozman pou la rout

Ni koné nana in provèrb près konmsa dann lo lang bann fransé é mi sort antann dann radio i paré kozman-la i égzis près dann tout lang. Donk ni pé dir-sanm pou moin !- la grann sazès bann pèp i pass par bann kozman konmsa.. dé foi la kouyonis osi i pass par la ! Kosa sa i vé dir ozis ? I vé dir i fo pa abizé dsi kékshoz pars sansa ou i pé tonm dann malizé. In l'égzanp ? Abiz pa dsi la mantri pars moman-doné pèrsone i kroi pi aou. Pli pir, nana in moun, dann mon liv léktir, té i kriÿ toultan : « lo lou ! lo lou ! » é té i déranz demoun pou arien. In zour kan lo lou l'ariv pou vréman, li la kriÿé mé pèrsone la pa déranzé pou ède ali. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouÿ z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète tazantan, dakor rantre nou.